



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**EXPLOITATION, ENTRETIEN, CONDUITE DE  
TYPE P2 ET TRAVAUX DE MODERNISATION,  
D'EXTENSION ET DE REMPLACEMENT DES  
EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS DE  
CHAUFFAGE, DE VENTILATION, DE  
CLIMATISATION ET DE PLOMBERIE DANS LES  
BÂTIMENTS DU CNAM EN ÎLE-DE-FRANCE**

---

CCAP N° 23-026

**Conservatoire national des arts et métiers**

292 Rue Saint Martin  
75141 PARIS CEDEX 03

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché .....	3
1.1 - Objet du marché .....	3
1.2 – Décomposition du marché .....	3
1.3 – Clause de réexamen .....	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3- Durée et forme du marché .....	4
3.1 - Durée du marché.....	4
3.2 – Forme du marché .....	5
3.3 – Conditions d'attribution des prestations après remise en concurrence.....	5
4 – Prix.....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
4.2 - Modalités de variation des prix.....	8
4.3 – Clause de sauvegarde.....	9
4.4 – Suspension.....	9
5 - Garanties Financières .....	9
6 – Avance .....	9
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
6.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
7 - Modalités de règlement des comptes.....	10
7.1 – Partie forfaitaire .....	10
7.2 – Partie unitaire .....	10
7.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
7.4 - Présentation des demandes de paiement .....	11
7.5 - Délai global de paiement.....	11
7.6 - Paiement des cotraitants.....	11
7.7 - Paiement des sous-traitants .....	11
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
8.1 – Généralités .....	11
8.2 – Suivi du marché.....	12
8.3 – Qualification du personnel .....	12
8.4 – Conditions d'exécution des prestations .....	12
9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception .....	13
9.1 – Vérifications.....	13
9.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet .....	14
10 - Garantie des prestations .....	14
11 – Pénalités .....	14
11.1 - Pénalités applicables.....	14
11.2 – Autres pénalités spécifiques .....	16
12 - Assurances .....	16
13 - Résiliation du marché.....	16
13.1 - Conditions de résiliation .....	16
13.2 – Résiliation anticipée.....	16
13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
14 - Règlement des litiges.....	17
15 – Dérogations .....	18

## Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

## 1 - Dispositions générales du marché

### 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exploitation, l'entretien et la conduite de type P2, avec obligation de résultat, et les travaux de modernisation, d'extension et de remplacement, des équipements et des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation et de plomberie présentes dans les bâtiments du CNAM.

Le titulaire doit assurer la conduite, la surveillance, le réglage, l'équilibrage, la maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation et de plomberie.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes décrivent en détail les prestations à exécuter.

#### Lieux d'exécution :

Bâtiments principaux :

- 292 rue Saint-Martin, 75003 Paris. Bâtiment dit Saint-Martin ;
- 2 rue Conté, 75003 Paris. Bâtiment dit Montgolfier ;
- 218 avenue du Président Wilson, 93200 Saint-Denis. Bâtiment dit réserves du Musée ;
- 61 rue du Landy 93200 Saint Denis. Bâtiment dit Le Landy ;
- 8-10, rue de la Procession 93210 Saint-Denis. Bâtiment dit Synergie

Bâtiments annexes :

- 41 rue Gay-Lussac, 75005 Paris. Bâtiment dit INETOP ;
- 15 rue Marat, 78210 Saint-Cyr-l'Ecole. Bâtiment dit IAT ;
- 29, Promenade Michel Simon, 93160 Noisy-le-Grand

Les bâtiments sont pour l'essentiel des ERP de 1ère catégorie de type R. Le site Saint-Martin est, en outre, classé Monument Historique pour ses parties antérieures au 20ème siècle, ainsi que pour ses cours pavées (classement par arrêté du 15 mars 1993). Les interventions se feront en site occupé, dans un ensemble accueillant des activités d'enseignement et de recherche.

### 1.2 – Décomposition du marché

Le marché est constitué de deux lots distincts :

- **Lot 1** : Prestations d'exploitation, d'entretien et la conduite de type P2, avec obligation de résultat, et de toute intervention corrective dans la limite de 3 000 € HT. Le remplacement ou la réparation de pièces intégrées à un équipement ou à un sous-équipement sont inclus dans ce lot sans limite de montant.
- **Lot 2** : travaux de modernisation, d'extension et de remplacement ou de modification des équipements, des sous-équipements et des installations CVCP, à l'exception du remplacement ou de la réparation de pièces intégrées à un équipement ou sous-équipement. Ce lot inclut les travaux et les interventions correctives dont le montant total hors taxe est supérieur à 3000 € HT

Le contenu et l'étendue des prestations sont définis dans les pièces du présent marché, et en particulier dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.3 – Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public afin de permettre sa bonne exécution, en particulier, mais pas uniquement, en cas de modification du périmètre géographique du marché.
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de travaux supplémentaires.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

### 1.4 - Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont, pour chaque lot, les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cadre de mémoire technique complété par le candidat ;
- L'offre technique du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 pour le lot 1.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, pour le lot 2.

## 3- Durée et forme du marché

### 3.1 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le contrat sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le contrat, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.

Il prend effet à sa date de notification. L'exécution des prestations débute à compter du 15 avril 2024.

## **3.2 – Forme du marché**

Le présent contrat est :

Pour le lot 1, un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum avec un montant maximum de prestations fixé à 3 000 000 € HT passé en application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du CCP.

Pour le lot 2, un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande, sans minimum avec un maximum de 3 000 000 € HT passé en application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à 2162-14 du CCP.

## **3.3 – Conditions d'attribution des prestations après remise en concurrence - Lot 2 uniquement**

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires du lot 2. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

### **3.3.1. Modalités de remise en concurrence**

Préalablement à la conclusion de chaque marché subséquent, une mise en concurrence est organisée entre les titulaires du lot.

La mise en concurrence est effectuée par l'envoi d'une lettre de consultation qui comprend un descriptif de la prestation à réaliser et une demande de chiffrage des travaux attendus. Cette lettre comporte, au minimum :

- Les objectifs attendus ;
- Le descriptif des prestations souhaitées par référence au BPU ;
- La qualité souhaitée ;
- La date limite de remise des offres (devis).

Pour la maintenance corrective et curative, les titulaires sont consultés par courriel et sont invités à transmettre leur offre dans les trois (3) jours ouvrés suivant la réception de la demande. En cas d'urgence dûment spécifiée dans la consultation, le délai sera ramené à un (1) jour ouvré.

Pour les travaux de modification, d'extension, de modernisation et d'amélioration, les titulaires sont consultés par courriel et sont invités à transmettre leur offre dans les dix (10) jours ouvrés suivant la réception de la demande.

Les titulaires sont tenus de répondre à la demande dans les délais mentionnés ci-dessus. Si, dès la phase de sollicitation initiale, le titulaire n'est pas en mesure d'exécuter la prestation, il en informe par écrit et sans délai le Cnam.

En cas de non réponse à une remise en concurrence, le Titulaire doit motiver par écrit son absence d'offre. En cas de non réponse non motivée, il sera fait application des pénalités prévues par l'article 11 du présent CCAP.

### **3.3.2. Expression des besoins**

L'accord-cadre ne fixe pas de manière exhaustive la totalité des termes des besoins, en particulier le délai d'exécution. Ils figureront dans les devis et seront pris en compte dans le choix du titulaire de la prestation. Les conditions et caractéristiques particulières d'exécution des prestations sont définies lors de chaque sollicitation des titulaires sans modifier substantiellement les dispositions de l'accord-cadre.

Chaque remise en concurrence comprend donc :

- La liste détaillée des fournitures demandées,
- Les modalités détaillées d'exécution envisagées, en particulier le délai d'exécution, établies conformément au CCTP.

### **3.3.3. Critère d'analyse des offres**

Le choix parmi les titulaires du lot est effectué selon la valeur technique et financière de l'offre présentée pour chaque marché subséquent.

Les titulaires présentent, lors de la remise de leur offre, une offre de prix au moins aussi avantageuse que les prix figurant dans le bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre ainsi qu'une proposition technique comprenant, notamment, l'intervention envisagée et les délais d'exécution de la prestation.

Critères et sous-critères	Pondération
<b>1- Valeur technique de l'offre :</b>	<b>70%</b>
Qualité de l'offre et adéquation au besoin.	<b>50%</b>
Délais d'exécution	<b>20 %</b>
<b>2- Prix selon BPU</b>	<b>30 %</b>

Le Titulaire dont l'offre sera classée en première position se verra attribuer la réalisation de cette prestation.

### **3.3.4. Notification aux titulaires**

La notification du rejet des offres est établie par courriel.

L'acceptation de l'offre est établie par l'émission d'un bon de commande sur la base de l'offre remise par le titulaire retenu.

Dans le cas où un titulaire ayant répondu positivement à une demande est retenu et informé par l'émission du bon de commande, il n'est pas en droit de refuser d'assurer la prestation demandée.

Toutefois, en cas d'extrême urgence, si le titulaire retenu n'est pas en mesure d'exécuter la prestation, il en informe par écrit, sans délai, le Cnam. L'établissement se réserve la possibilité de faire appel au titulaire classé en seconde position, ou au titulaire classé en troisième position en cas d'impossibilité pour le candidat classé en second.

### **3.3.5. Documents contractuels des remises en concurrence conclues sur la base de l'accord-cadre**

Les pièces contractuelles de la remise en concurrence sont :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre telles que stipulées par l'article 2 du présent CCAP,
- L'offre émise par le titulaire et acceptée par le Cnam.

## **4 – Prix**

### **4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

**Pour le lot 1 :** Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et par des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement, auquel sont annexés la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU).

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG FCS.

Le taux de T.V.A est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire.

#### **a) Partie forfaitaire :**

Les prestations indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement, sont réglés par un prix forfaitaire.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient décrits ou non dans les pièces contractuelles. Les pièces détachées dont le montant unitaire est inférieur à 150 euros seront comprises dans le forfait. Elles ne pourront pas faire l'objet de factures séparées.

b) Partie sur bordereau de prix unitaires :

Les travaux courants sont réglés par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter. Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des petits et grands déplacements éventuels, de la plus-value découlant des travaux exécutés à la lumière artificielle ainsi que des sujétions de bâchage, échafaudage, percements, trous et scellements ordonnés par le Cnam.

Prix des prestations ne figurant pas au bordereau des prix :

Les devis complémentaires ne peuvent donner lieu à présentation d'offres supérieures à 3 % au prix moyen du marché économique (c'est-à-dire la moyenne des prix constatés par le pôle de valorisation du patrimoine immobilier du Cnam auprès d'autres opérateurs économiques), auquel cas le Cnam se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre prestataire.

Elles pourront être réglées comme suit :

Main d'œuvre : cumul des heures indiquées sur les bons d'intervention x taux horaire indiqué au bordereau des prix unitaires. Ce taux horaire comprend toutes taxes et charges.

Fournitures : prix d'achat des fournitures utilisées x coefficient indiqué au bordereau des prix unitaires.

En cas de travaux urgents, dûment constatés par le pouvoir adjudicateur, le titulaire pourra intervenir sur demande écrite du pôle de valorisation du patrimoine immobilier après présentation et acceptation écrite d'une proposition financière préalable.

**Pour le lot 2 :**

Pour chaque marché subséquent, les prestations sont réglées par des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement, auquel est annexé le bordereau de prix unitaires (BPU). Les prix compris dans les offres des titulaires pour les marchés subséquents sont au moins aussi avantageux que ceux indiqués dans le BPU.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

Le taux de T.V.A est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le cahier des clauses techniques particulières donne les précisions utiles sur les sujétions et prestations qui sont aussi comprises dans les prix du marché.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire.

Les travaux courants sont réglés par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter. Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des petits et grands déplacements éventuels, de la plus-value découlant des travaux exécutés à la lumière artificielle ainsi que des sujétions de bâchage, échafaudage, percements, trous et scellements ordonnés par le Cnam.

Prix des prestations ne figurant pas au bordereau des prix :

Les devis complémentaires ne peuvent donner lieu à présentation d'offres supérieures à 3 % au prix moyen du marché économique (c'est-à-dire la moyenne des prix constatés par le pôle de valorisation du patrimoine immobilier du Cnam auprès d'autres opérateurs économiques), auquel cas le Cnam se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre prestataire.

Elles pourront être réglées comme suit :

Main d'œuvre : cumul des heures indiquées sur les bons d'intervention x taux horaire indiqué au bordereau des prix unitaires. Ce taux horaire comprend toutes taxes et charges.

Fournitures : prix d'achat des fournitures utilisées x coefficient indiqué au bordereau des prix unitaires.

En cas de travaux urgents, dûment constatés par le pouvoir adjudicateur, le titulaire pourra intervenir sur demande écrite du pôle de valorisation du patrimoine immobilier après présentation et acceptation écrite d'une estimation de l'ordre de grandeur de prix préalable.

## 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **mars 2024** ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Prix forfaitaires :

$$P = P_o * [0,125 + 0,875 * (0,85 * (ICHTrev-TS / ICHTrev-TSo) + 0,15 * (FSD2 / FSD2o))]$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé,

Po est le prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois 0 ».

ICHTrev-TS est l'indice du coût horaire du travail révisé (Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail), tous salariés, activités spécialisées, scientifiques et techniques - (Base 100 en décembre 2008) - Indice mensuel publié chaque trimestre (sur le site de l'INSEE).

ICHTrev-TSo = même index en vigueur pour le « mois 0 »

FSD2 = indice frais et services divers – catégorie 2 (publié au journal Le Moniteur)

FSD2o = même indice en vigueur pour le « mois 0 »

Prix selon bordereau de prix unitaires :

$$P = P_o * [0,125 + 0,875 * (0,40 * (BT38 / BTo38) + 0,40 * (BT40 / BTo40) + 0,20 * (BT41 / BTo41))]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix initial au mois Mo

BT38 est l'index du bâtiment – Plomberie sanitaire (y compris appareils) (Base 100 en 2010) – Identifiant 0017100972 - dernier indice connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

Bto38 = même index en vigueur pour le « mois 0 »

BT40 = index du bâtiment applicable aux travaux de Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) (Base 100 en 2010) – Identifiant 0017100973 - dernier indice connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

Bto40 = même index en vigueur pour le « mois 0 »

BT41 = index du bâtiment de France entière applicable aux travaux de Ventilation et conditionnement d'air (Base 100 en 2010) – Identifiant 0017100974 - dernier indice connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

Bto41 = même index en vigueur pour le « mois 0 »



Pour l'ensemble des formules, les indices sont consultables sur le site de l'INSEE ou au Moniteur des Travaux publics.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

### **4.3 – Clause de sauvegarde**

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 3% l'an, sauf dispositions législatives ou réglementaires. Si la révision aboutit à une majoration de plus de 3% des prix du marché, les parties s'engagent à négocier en application de l'article 1.3 du présent CCAP afin de trouver un accord.

En cas de désaccord persistant, le Cnam pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

### **4.4 – Suspension**

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du contrat, le client pourra demander au prestataire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet. Les opérations de maintenance non exécutées ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours, quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt. L'entreprise intégrera d'elle-même ces suspensions de facturation sur les factures du mois suivant au prorata du nombre des jours d'arrêt.

## **5 - Garanties Financières**

Une retenue de garantie de 5.0 % des montant initiaux des bons de commande des prestations de travaux sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Aucune facture ne doit être émise ou faire apparaître l'application ou la libération des retenues de garantie. Pour la libération de la retenue de garantie, seule une demande par mail comportant le procès-verbal de réception sans réserve signé par toutes les parties sera acceptée après la réception des travaux.

La retenue de garantie est soumise aux dispositions des articles R2191-32 à R2191-35 du CCP.

## **6 – Avance**

### **6.1 - Conditions de versement et de remboursement**

#### **Pour le lot 1 :**

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

#### **Pour le lot 2 :**

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 10 du CCAG-Travaux est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

## 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

A l'exception des prestations urgentes dûment spécifiées comme telles par le pouvoir adjudicateur, aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du Cnam. Dans le cas où la prestation serait exécutée par le titulaire malgré l'absence de bon de commande, la prestation ne sera pas payée, et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire contre le Cnam.

### 7.1 – Partie forfaitaire

Les prestations forfaitaires sont réglées à terme échu, trimestriellement, et sur présentation d'une facture, dans la limite du forfait porté à l'acte d'engagement, en application des stipulations de l'article 4.1 du présent CCAP.

Conformément aux stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP, des prestations récurrentes qui n'auraient pas été prévues initialement pourront être intégrées dans la DPGF du lot 1. Cette modification ne pourra néanmoins avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché.

### 7.2 – Partie unitaire

Pour le lot 1 :

Les prestations non incluses dans le forfait sont réglées par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, conformément aux stipulations de l'article 4.1 du présent CCAP. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter (application de prix horaire de la main d'œuvre horaire normal ou de nuit). Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des déplacements éventuels.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Pour le lot 2 :

Chaque marché subséquent détermine les modalités de paiement des acomptes des prestations, la modalité de paiement du solde ainsi que le rythme de la facturation.

### 7.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS pour le lot 1 et l'article 12 du CCAG-Travaux pour le lot 2.

Les factures sont toutes adressées :

- **sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :**  
<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le centre financier 4DGS12 qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

## 7.4 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS pour le lot 1 et à l'article 12 du CCAG-Travaux pour le lot 2, et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

## 7.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 7.6 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS pour le lot 1 et l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux pour le lot 2

## 7.7 - Paiement des sous-traitants

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 7.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

# 8 - Conditions d'exécution des prestations

## 8.1 – Généralités

Le titulaire s'engage à désigner une personne chargée de suivre le marché (interlocuteur unique). En cas d'empêchement ou de remplacement du responsable en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai le Cnam et lui indiquera ses coordonnées.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences des intervenants chargés des différentes actions de la prestation. Il doit veiller au bon avancement des prestations. Il doit alerter le Cnam de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

Au titre de cette obligation, il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs ;
- De maintenir en tout temps un nombre suffisant de personnels sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant ;
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire, sous peine de résiliation du marché, de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au retard constaté.

## **8.2 – Suivi du marché**

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

A chaque date d'anniversaire du marché, le titulaire fournira au service des achats un document récapitulatif des prestations effectuées.

## **8.3 – Qualification du personnel**

Le titulaire fournit au Cnam la liste nominative du personnel participant à l'exécution de la prestation, en y précisant les titres et qualifications de chacun. Le Cnam refusera les agents n'apparaissant pas sur la liste.

## **8.4 – Conditions d'exécution des prestations**

Le titulaire exécute les prestations selon les prescriptions du CCTP.

### **8.4.1. Mesures d'ordre social**

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix unitaires de bordereau.

### **8.4.2. Conditions particulières d'exécution**

a) Fonctionnement des services :

Le titulaire supporte, sans pouvoir demander aucune indemnité, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou l'exploitation du site dans lequel s'effectuent les prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui sont prescrites pour ne pas gêner les services.

b) Confidentialité :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS pour le lot 1 et 5.1 CCAG-Travaux pour le lot 2.

Le titulaire est tenu, d'une façon générale, à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du Cnam.

Par ailleurs, le Cnam pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le Cnam s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire que le Cnam recevrait de celui-ci.

c) Moyens mis en œuvre

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations.

Il conviendra pour le titulaire :

- de se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations),
- de maintenir en tout temps un effectif suffisant de personnel sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

La surveillance doit obligatoirement être assurée pendant la période de fonctionnement des installations selon la fréquence prévue dans l'offre du Titulaire du lot N°1. La surveillance des chaufferies, sous-stations et organes de distribution jusqu'aux terminaux inclus sera assurée régulièrement, sur les différents sites, par une personne qualifiée.

Il ne peut, sans autorisation du Cnam, détourner pour un autre client aucun personnel, ni aucune partie des matériels et fournitures.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire :

- d'augmenter l'effectif du personnel employé par lui pour la prestation,
- d'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

d) Lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Cnam et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

## **9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception**

### **9.1 – Vérifications et réception**

Pour le lot 1 :

Les opérations de vérification se dérouleront conformément aux stipulations des articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Le délai maximal dans lequel le Cnam procède aux opérations de vérification est fixé à 15 jours à compter de la date à partir de laquelle le titulaire a avisé le pouvoir adjudicateur qu'il pouvait effectuer ces vérifications.

Pour le lot 2 :

La réception a lieu à l'achèvement des travaux propres à chaque marché subséquent dans les conditions de l'article 41 du CCAG- Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; il aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Les dispositions de l'article 40 du CCAG- Travaux s'appliquent pour les documents fournis après exécution.

Contenu du dossier :

- les plans et détails conformes à l'exécution ;
- les PV et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et équipements ;
- les notices techniques des équipements mis en œuvre et les PV d'essais.

## 9.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS pour le lot 1 et par l'article 53 du CCAG-Travaux pour le lot 2.

## 10 - Garantie des prestations

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 33 du CCAG- FCS pour le lot 1 et 44 pour le lot 2) ;
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert ;
- 2 ans pour la garantie des vices cachés (articles 1641 à 1649 du code civil) ;
- 10 ans pour la garantie de solidité des ouvrages (articles 1792 et 2270 du code civil).

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## 11 – Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS pour le lot 1 et à l'article 19 du CCAG-Travaux pour le lot 2.

Les retards et manquements sont appréciés indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité si le retard est imputable au Cnam.

Les délais d'exécution sont décomptés, pour la partie forfaitaire du lot 1, selon le planning d'intervention prévu par le CCTP. Pour les autres prestations, les délais d'exécution sont décomptés selon les délais indiqués dans chaque bon de commande.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire, la fixation de leur montant déroge à l'article 14 du CCAG-FCS pour le lot 1 et à l'article 19 du CCAG-Travaux pour le lot 2.

Elles sont cumulables entre elles et sont appliquées sans mise en demeure préalable puis déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG- FCS pour le lot 1 et à l'article 19.2 du CCAG-Travaux pour le lot 2., les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

### 11.1 - Pénalités applicables

LIBELLÉ	Valeur attendue	Montant des pénalités en € HT
Intervention dangereuse, non conforme ; intervention non autorisée par le Cnam	Aucune intervention de ce type pendant la durée du marché	500 par constat
Non-respect des consignes d'utilisation ou des consignes définies par le Cnam	Aucun non-respect des consignes pendant la durée du marché	300 par constat
Non maintien des performances ou qualités d'origine des équipements selon les prescriptions du présent document	Maintien permanent des performances ou qualités d'origine des équipements	100 par constat et 100 par jour calendaire Avant retour à une situation conforme
Non-respect du Planning de maintenance	Réalisation des opérations au dernier jour ouvré du mois pour lequel l'opération a été planifiée	100 par opération et par jour calendaire de retard après la date prévue
Non-respect des températures, hygrométrie, pression dans les locaux	Article 5 Niveaux de température à maintenir du CCTP	300 par constat
Non-respect des délais d'intervention, astreinte et de remise en état provisoire	Article 3.7 Délais relatifs à la maintenance corrective du CCTP	50 par heure de retard
Non-respect des délais de remise en état définitive	Article 3.7 Délais relatifs à la maintenance corrective du CCTP	200 par jour de retard

Absence à une réunion, contrôle ou convocation	Aucune absence non justifiée	300 par absence
Non remise de rapport avant une réunion	Article 3.9 Autres délais du CCTP	100 par constat
Non remise de compte-rendu de réunion mensuelle et semestrielle	Article 3.9 Autres délais du CCTP	100 par constat
Non remise des rapports ou bons d'intervention correspondant à des opérations de maintenance réglementaire ou à des prestations spécifiques	Article 3.9 Autres délais du CCTP	100 par constat
Non résolution des réserves forfaitaires émises par un bureau de contrôle	Article 3.9 Autres délais du CCTP	100 par non résolution des réserves
Non remise de document ou intervention demandée par le CNAM (rapport d'état, étude, devis, préconisation, etc.)	Article 3.9 Autres délais du CCTP	100 par constat
Non remise de devis en prestations hors forfait	Article 4.4 Prestations hors forfait	50 par document et par jour calendaire de retard
Non mise à jour de document après toute intervention	Article 4.4 Prestations hors forfait	100 par constat
Absence d'assistance lors de contrôles et vérifications périodiques y compris commissions périodiques réglementaires	Article 6.1 Assistance	100 par constat
Non-respect des rondes journalières et hebdomadaires	Article 6.2 Ronde	100 par constat
Non réalisation des analyses d'eau	Article 6.3 Traitement d'eau	100 par constat
Non remise de document, de rapport, de compte rendu, de devis et non mise à jour de document	Article 3.9 Autres délais du CCTP Titre 8 Organisation du management du CCTP	50 par document et par jour calendaire de retard
Non remise des documents d'exploitation (main courante, livret de chaufferie, carnet sanitaire)	Article 8.1 du CCTP	50 par document et par jour calendaire de retard
Mauvais diagnostic Fiche de traitement d'incident technique hors forfait supérieur à 3000 € HT	Chapitre 4.1 Prestation hors forfait	500 par constat
Non remise des rapports d'exploitation	Article 8.2 Documents périodiques à fournir au CNAM du CCTP	50 par document et par jour calendaire de retard
Non remise des documents en clôture du marché	Article 8.9 GMAO du CCTP Article 8.10 Clôture du marché du CCTP	10% du prix global et forfaitaire annuel du marché
Non remise des certificats de formation	Aucun manquement	100 par document et par personne concernée
Non mise à jour de l'inventaire dans la GMAO	Aucun manquement	100 par constat et par équipement non mis à jour
Erreurs de saisie ou données incomplètes dans la GMAO	Aucun manquement	100 par constat
Non-respect des consignes du plan de prévention (consignation, absence EPI, ...)	Aucun manquement Article 7.1.3 et 7.1.4. Signalisation – Consignes	250 par remarque
Perte ou destruction de clés	Article 7.3 Accès au site - dispositions particulières relatives aux moyens d'accès	Coût de remplacement de l'appareil et coût de modifications rendues nécessaires par cette perte
Local ou équipement en mauvais état ou non propre	Aucun manquement	100 par remarque
Non remise de BSD (Bordereau suivi des déchets)	Aucun manquement	100 par document non remis
Non traitement des réserves émises par le bureau de contrôle	Article 3.9 Autres délais du CCTP	50 par jour calendaire de retard
Non-respect des engagements établi au mémoire technique	Défini au mémoire technique	200 par constat et par jour calendaire
Non-respect des moyens humains minimaux	Défini dans le CCTP et l'offre technique du Titulaire	200 par personne et par heure d'absence
Non traitement d'une action suite à un constat	Suite à un constat	200 par constat et par jour calendaire
Phase de recouvrement	Article 2.7 Phase de recouvrement du CCTP	50 par livrable attendu et par jour calendaire

Prise en charge	Article 2.7 Phase de prise en charge des installations du CCTP Article 7.1.1 Qualité	50 par livrable attendu et par jour calendaire
Réversibilité	Article 2.8 La phase de réversibilité du CCTP	50 par livrable attendu et par jour calendaire
Non-respect des taux de maintenance réglementaire et préventive	Taux de réalisation à 100% sur une année	200 par pourcentage au-dessous du seuil

## 11.2 – Autres pénalités spécifiques

a) Travail dissimulé : tout cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.

b) Vie sociale de la société : du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 75 € par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à 150 € par manquement.

## 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG- FCS pour le lot 1 et à l'article 8 du CCAG-Travaux pour le lot 2, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

\_ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;

\_ une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

\_ une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 13 - Résiliation du marché

### 13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 43 du CCAG-FCS pour le lot 1 et aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux pour le lot 2, et aux articles 8.1 et 8.4 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13.2 – Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.



En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après deux mises en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du CCP). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics

Direction des Affaires Juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau du conseil aux acheteurs  
Bâtiment Condorcet  
6 rue Louise WEISS  
Télé doc 353  
75703 PARIS Cedex 13  
Téléphone : 01.44.97.03.20  
Télécopieur : 01.44.97.06.46

Courriel : [ccnra@finances.gouv.fr](mailto:ccnra@finances.gouv.fr)

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,  
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Télécopieur : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta@juradm.fr](mailto:greffe.ta@juradm.fr)  
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

## **15 – Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services et à l'article 4 du CCAG – Travaux.
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services et du CCAG – Travaux.